



# **RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 27 AVRIL 2017  
(PARTIE EXTRAORDINAIRE)

---

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale à titre Extraordinaire pour soumettre à votre approbation les projets de résolutions que nous vous présentons ci-après.

Vous entendrez, préalablement à votre vote, la lecture des rapports des Commissaires aux Comptes, Monsieur Jean-Charles SIMON, représentant le Cabinet KPMG Audit et Madame Amélie WATTEL, représentant le Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit, Commissaires aux Comptes Titulaires, sur ces projets de résolutions.

Les rapports des Commissaires aux Comptes ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

## **VINGT-QUATRIÈME À VINGT-SEPTIÈME RÉSOLUTION**

### **Actualisation des dispositions statutaires concernant l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Administration (articles 8.1, 9.1 et 10 des statuts)**

Nous vous proposons d'actualiser les dispositions statutaires suivantes :

- suppression de l'obligation statutaire faite aux Administrateurs de détenir au moins une action dans la mesure où, d'une part la loi sur les sociétés commerciales n'impose plus aux Administrateurs de détenir un nombre minimum d'actions de la Société et, d'autre part, le règlement intérieur de SAVENCIA SA prévoit effectivement que les Administrateurs ont le devoir de détenir au moins 100 actions de la Société ;
- supprimer la mention du nombre maximum de mandats d'Administrateurs personnes physiques et faire référence aux règles légales applicables afin de se prémunir de statuts qui deviendraient en contradiction avec la loi par suite de réforme législative ;
- fixer une limite d'âge statutaire pour l'exercice des fonctions de Président du Conseil d'Administration à 75 ans pour assurer l'évolution de la gouvernance de la Société ;
- supprimer la possibilité pour un Administrateur de donner pouvoir à un autre Administrateur de le représenter au Conseil par télégramme et permettre de donner pouvoir par toute forme d'écrit afin d'englober les courriers électroniques et toute autre forme écrite à venir.

## **VINGT-TROISIÈME ET VINGT-HUITIÈME RÉSOLUTION**

### **Modification de l'article 7 des statuts et simplification de la rédaction de l'article 13 des statuts dans sa partie relative au quorum**

Nous vous proposons également de modifier le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 7 des statuts : l'autorité compétente pour donner des renseignements sur les titres conférant le droit de vote dans les assemblées n'est pas « l'organisme chargé de la compensation des titres » comme mentionné dans l'article mais le « dépositaire central ».

Par ailleurs, nous vous proposons de simplifier la rédaction du texte relatif au quorum des Assemblées Extraordinaires en reprenant le texte des dispositions légales qui précise notamment que le pourcentage fait référence aux actions ayant droit de vote et de déplacer cet alinéa sous l'alinéa précédent.

## **VINGT-NEUVIÈME RÉSOLUTION**

### **Exercice du droit de vote en cas de démembrement d'actions (dispositif dit « Dutreil »)**

Le dispositif dit « Dutreil » permet, sous certaines conditions, de faire bénéficier la transmission des titres de certaines sociétés par donation ou succession d'une exonération de droits de mutation à titre gratuit des trois quart de sa valeur, que cette transmission s'opère en pleine propriété ou dans le cadre d'un démembrement de propriété (nue-propriété/usufruit). L'application de ce dispositif suppose que les statuts de la société concernée limitent le droit de vote de l'usufruitier à l'approbation des bénéfices. Nous vous proposons de modifier l'article 13 des statuts en ce sens.

## **TRENTIÈME RÉSOLUTION**

### **Faculté de payer le dividende en actions**

Nous vous proposons de compléter l'article 14 des statuts de votre Société afin d'ouvrir la possibilité, à l'avenir, pour l'Assemblée Générale Ordinaire, d'offrir aux actionnaires une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende, en numéraire ou en actions.

## TRENTE-ET-UNIÈME RÉOLUTION

### **Délégation consentie au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du Droit Préférentiel de Souscription, en rémunération d'apports de titres consentis à la Société**

Afin de permettre au Conseil d'Administration d'avoir toute latitude pour réagir rapidement à toute opportunité de développement externe qui viendrait à se présenter, sans avoir à respecter le lourd formalisme et les délais de convocation et de tenue d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, il est proposé à l'Assemblée d'autoriser le Conseil d'Administration à procéder, si l'occasion se présente, sur ses seules délibérations, à une augmentation de capital de la Société en rémunération d'apports en nature de titres ou valeurs mobilières, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de Commerce ne sont pas applicables. Le prix d'émission des actions ordinaires qui pourront être créées, sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours de clôture de l'action de la Société, à la Bourse de Paris, durant les 20 jours de Bourse précédant l'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 10 %. Le prix d'émission ainsi proposé vise à une valorisation plus fidèle et conforme à la réalité financière de l'émission.

Le Droit préférentiel de souscription des actionnaires aux nouvelles actions à émettre serait en conséquence supprimé.

Cette délégation de pouvoirs serait confiée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois maximum, et à concurrence de 10 % maximum du capital social, à la date de réalisation de l'augmentation, ce montant étant indépendant de tout autre plafond de délégation consenti par l'Assemblée Générale.

## TRENTE-DEUXIÈME RÉOLUTION

### **Autorisation au Conseil d'Administration pour procéder à la réduction du capital par annulation des actions**

Il est proposé à l'Assemblée, qu'en application des dispositions légales, le Conseil d'Administration puisse le cas échéant procéder à la réduction d'au maximum 10 % du capital social à la date de la réduction de capital, par annulation des actions rachetées par la Société.

Cette autorisation est donnée pour une durée de 24 mois maximum. Elle se substitue et remplace la précédente autorisation donnée au Conseil par l'Assemblée des actionnaires d'avril 2015 et venant à expiration en avril 2017.